



FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex
tél. : 01 55 82 88 75 – Fax : 01 48 51 62 50 –
E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : <https://www.equipementcgt.fr>

Déclaration CGT à la F3SCT ministérielle du 10 avril 2025

Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et de Conditions de Travail

Monsieur le Président,
Monsieur le Secrétaire général,
Madame la DRH,
Mesdames et Messieurs,

Ce matin, la CGT – aux côtés des autres organisations syndicales représentatives au CSA-M – a décidé de boycotter la réunion. Une décision forte, mais nécessaire. Pourquoi ? Parce que nous en avons assez de parler dans le vide. Nos questions, nos motions, nos demandes restent lettre morte. Et sans réponse, il n'y a pas de dialogue. Seulement un monologue social, imposé d'en haut, dans un simulacre de concertation où l'on prétend discuter... sans jamais écouter.

Le “dialogue social” n'est pas un mot creux. Il suppose qu'il y ait au moins deux parties qui échangent, qui construisent, qui négocient, dans l'intérêt des personnels. Or, aujourd'hui, ce qu'on constate, c'est une remise en cause généralisée des droits des représentants du personnel. Nationalement comme localement.

On parle ici de sujets lourds : retraites, prolongation d'activité, congés statutaires, reclassements, inaptitudes, invalidités... La liste est longue. Et sur tous ces sujets, la politique menée par l'administration relève plus de l'obstruction que de la concertation.

Dans les services, les formations spécialisées locales sont elles aussi mises à mal. L'administration freine, bloque, refuse de jouer le jeu. Pourtant, ces instances sont fondamentales pour améliorer les conditions de travail. Mais ce qu'on voit au quotidien, c'est une logique de mépris, de déni, de surdité face aux réalités du terrain.

Encore une fois, la FS-M est convoquée avec un ordre du jour qui ne laisse aucune place à l'avis des représentants du personnel. Trois heures de réunion pour quatre points, tous à titre informatif, dont un – le RSU – qui mériterait à lui seul une demi-journée de débat. Comment voulez-vous qu'on construise quoi que ce soit dans ces conditions ?

C'est une preuve de plus que les colères des agents ne sont pas entendues. Pourtant, ils sont nombreux à ne plus vouloir subir ces conditions dégradantes pour exercer leurs missions. La CGT le dit et le redit : nous exigeons que l'ordre du jour soit co-construit avec toutes les organisations syndicales et la secrétaire de la FS-M. Pas imposé unilatéralement. Et qu'il inclue des points à l'avis pour permettre une réelle dynamique de travail. Cette instance ne peut fonctionner que si elle est respectée, dans son fond comme dans sa forme.

Et puisqu'on parle de terrain, parlons franchement de la situation en Guyane.

La CGT affirme que le pôle ministériel n'est pas à la hauteur dans ce territoire. Ce n'est pas une rumeur. Ce n'est pas un simple ressenti. C'est un constat factuel, établi sur place par un représentant de la FS-M, mandaté par notre organisation. Et ce qu'il a vu est édifiant.

Durant sa mission du 14 au 23 février 2025, notre camarade a observé des CEI dans un état déplorable, des lieux de travail indignes du service public. Face au CEI de Cayenne, on construit de nouveaux bâtiments, sans aucune consultation de la FS locale, ni en amont, ni pendant, ni après les travaux. Résultat ? Les agents travaillent dans des locaux vétustes, pendant qu'on érige de jolis bâtiments flambant neufs sans même les concerter.

Ils se sentent abandonnés, ignorés, oubliés de la République. Une République à deux vitesses. Une nouvelle discrimination envers les agents guyanais.

Est-ce ça, le message du Ministère ? Que les agents en Guyane doivent continuer à subir l'héritage colonial, à travailler dans des conditions d'un autre temps, sans moyens, sans reconnaissance ?

Les exemples sont nombreux. À Cayenne, l'éclairage est inexistant de nuit, le portail ne se ferme pas, les locaux sont inadaptés aux missions. À Saint-Laurent du Maroni, un nouveau centre a été construit sans tenir compte du nombre d'agents ni des besoins matériels : pas de rangements, pas de mobilier, rien. Le CEI de Régina, lui, attend toujours sa construction depuis plus de 20 ans... alors que la commune a déjà voté une délibération pour avancer !

En attendant, les agents doivent squatter au CEI de Cayenne, puis monter à Régina chaque semaine. Ils dorment dans des dortoirs insalubres, mangent dans des espaces sans hygiène minimale. Sur les autres CEI, on constate aussi des problèmes graves : ventilation inexistante dans les zones de stockage de produits dangereux, manque d'EPI pour les nouveaux arrivants, dotations en retard d'un an...

Au parc départemental, des travaux sont lancés pour aménager les bureaux des responsables, mais en plein dans l'atelier, pendant que les agents continuent de travailler au milieu de la poussière, des odeurs, du bruit. Où est la logique ? Où est la sécurité ? Une fois de plus, les représentants de la FS locale ne sont même pas consultés.

Face à ce mépris, la CGT a demandé que cette situation soit inscrite à l'ordre du jour de la FS-M. Nous ne pouvons plus faire comme si de rien n'était. Ces conditions sont indignes. Il est temps que cela soit mis sur la table, au grand jour, pour que des décisions soient prises.

Nous exigeons que les agents guyanais soient traités comme tous les autres. Qu'on cesse de parler d'égalité en théorie, tout en pratiquant la discrimination en silence. Nous sommes dans notre rôle, en tant que membres de la FS-M, de dénoncer cette situation et de proposer des solutions.

C'est pourquoi nous demandons un vote sur la motion portée par la CGT : une visite de la FS-M en Guyane, pour constater, ensemble, l'inacceptable. Si cette motion est votée à la majorité, nous exigeons qu'elle soit appliquée rapidement, et que le Ministère organise cette mission en urgence.

Parlons maintenant des conseils médicaux. Là aussi, les dérives sont nombreuses : fonctionnement bancal, décisions contestables, manque de clarté... Et au final, des agents qui voient leurs droits bafoués, encore et encore. Il est temps d'en faire le bilan. Un vrai. Pour que la FS-M puisse prendre les bonnes décisions, dans l'intérêt des personnels.

De nombreux dossiers sont toujours en attente : ATI, invalidité, prolongation d'activité... Et pendant ce temps, des agents à qui on interdit de prolonger leur carrière, alors même que la loi le permet, voient leur future pension fondre comme neige au soleil. Certains partiront à la retraite avec 900 à 1300 euros. Moins de 50 % de leur salaire d'activité. C'est ça, la reconnaissance du service public ?

La CGT dénonce aussi le refus de créer les 3 CSA de réseau, remplacés par une soi-disant "concertation informelle" qui ne garantit rien. Une réunion sans cadre, sans engagement, sans responsabilité. C'est une parodie de dialogue social. Et ce n'est pas nouveau : ces réunions informelles ont déjà existé... et elles n'ont rien résolu.

Pendant ce temps, les conditions de travail se détériorent, les accidents s'enchaînent – 120 par mois selon vos propres chiffres ! – les agressions augmentent, les risques professionnels explosent. La pénibilité doit enfin être reconnue, prise en compte, compensée. Nos collègues ne sont pas des robots. Ils ont besoin de sécurité, de reconnaissance, de justice.

Alors oui, le 28 avril prochain, pour la Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, la CGT sera mobilisée. Pour rappeler nos revendications. Pour exiger des réponses. Pour dire haut et fort que les agents méritent mieux.

Ils méritent d'exercer leurs missions dans des conditions dignes, humaines, respectueuses. Pas dans l'ombre, pas dans la poussière, pas dans le silence.